

L'OA

INFOS cgt

INFOS PRATIQUES - VIE SYNDICALE - HISTOIRE - CHIFFRES

N°477

Ne pas jeter sur la voie publique



ARSENAL
BREST

la
cgt



Emmanuelle LE CORRE
Secrétaire du syndicat

...N'est-ce pas également le moment de mener la bataille des 32 heures ...



Alors que la vie familiale, professionnelle et sociale de tous est mise entre parenthèses depuis un an, aucune annonce gouvernementale ne témoigne d'une prise de conscience des raisons objectives de ce troisième confinement qui ne dit pas son nom. Le gouvernement gère au fil de l'eau, dans le seul but de maintenir les cours de la Bourse !

Pas un mot sur ce qui a conduit les hôpitaux publics et les services de santé en général à être au bord de la rupture.

Non, le Président préfère demander « aux soignants de faire un effort » !

Pas un mot en direction de la jeunesse sacrifiée qui souffre et peine à survivre avec des aides dérisoires.

Au lieu de cela, les familles doivent gérer un nouveau calendrier de vacances scolaires et sont confrontés à de multiples difficultés pour concilier la garde de leurs enfants et la poursuite de leur activité professionnelle.

Le Ministère des Armées trouve même le moment dans ces temps troublés de placer un "agenda social" ou plutôt un chantier social que l'on vous détaille dans notre dossier.

Malgré la crise, le classement Forbes paru ces jours derniers, accueille quatre nouveaux milliardaires français dont le PDG français de la société Américaine Moderna qui a mis au point un des vaccins contre le coronavirus.

Les 42 milliardaires français eux, traversent donc la crise sans encombre et ont tous vu leur fortune augmenter en 2020 (425 milliards d'euros cumulés) alors que près de 9,5 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté en France.

Parmi eux, de plus en plus de retraités dont le niveau de vie baisse dangereusement. Une baisse qui s'accroîtra encore avec l'arrivée en retraite de personnes ayant connu le chômage, le temps partiel, la faible augmentation des salaires...

C'est bien d'un plan de rupture qui rompt avec la gestion uniquement comptable des problèmes dont le pays a besoin pour sortir de la crise. La CGT propose de donner des alternatives dans les territoires.

N'est-ce pas également le moment de mener la bataille des 32 heures pour travailler moins, mieux, toutes et tous ?



Edito
Page 2



Vu dans la presse
Page 3



Vie syndicale
Page 6



Infos syndicales
Page 4



Humeur
Page 7



Dossier
Page 5



Histoire
Page 8

ARSENAL BREST



CPPAP n°0221 S 07819
Siège social : Maison du Peuple
2 Place Édouard Mazé 29200 Brest
Directeur de publication : Stéphane Riou
Imprimerie CERID



CGT Arsenal de Brest



8 avril 2021

"Rafales papers"

«Une enquête de Mediapart révèle les dessous de l'un des plus gros contrats d'armement jamais conclus par l'État français : la vente de trente-six chasseurs « Rafale » à l'État indien pour 7,8 milliards d'euros. Entre commissions occultes, documents confidentiels qui ont fuité ou encore clauses anticorruption supprimées. Cette enquête est explosive pour le gouvernement français, d'une part, de par le rôle qu'a joué Jean-Yves Le Drian, et d'autre part, l'ancien président François Hollande ainsi que l'actuel président Emmanuel Macron, qui était à l'époque du deal, ministre de l'Économie.»



LE POINT DE VUE DE LA CGT

C'est la France et les industriels français, dont Dassault et Thales, qui se sont battus pour que les clauses anticorruption soient retirées des annexes à l'accord gouvernemental. Ben chapeau !



14 avril 2021

Vaccins

Alors qu'il est impossible depuis des mois de faire la lumière sur le prix des commandes de vaccins, le premier ministre bulgare brise l'omerta : « Pfizer était à 12€ puis 15,50€. Et maintenant, on signe de contrats pour 900 millions d'euros de vaccins à 19,50€. Beaucoup de variants vont apparaître et donc on aura une première injection puis une seconde, une troisième et une quatrième. Cela va avoir un impact sur les budgets des prochaines années ».



LE POINT DE VUE DE LA CGT

Entre la bourse et la vie, Pfizer a fait son choix. Cette flambée des prix prouve bien que, même en cette période de crise sanitaire, le capitalisme n'a pas une seule once d'humanité.



14 avril 2021

Vente d'armes

Le Canada a annoncé l'annulation de ventes d'armes à la Turquie, son allié de l'OTAN. Une décision prise après une enquête dévoilant que de la technologie canadienne (des systèmes de ciblage) utilisée par des drones a été employée par l'Azerbaïdjan contre les forces arméniennes dans le Karabakh.



LE POINT DE VUE DE LA CGT

En voilà une bonne décision qui pourrait et devrait donner des idées à d'autres pays à commencer par le nôtre qui poursuit ses ventes d'armes notamment vers l'Arabie Saoudite, armes utilisées dans la guerre contre le Yemen.

UNE SALLE DE VACCINATION OUVRE À L'HÔPITAL DES ARMÉES



ARSENAL BREST



VU DANS LA PRESSE

Le chiffre : 42

La France compte 42 milliardaires cette année, d'après le classement Forbes. Parmi les nouveaux venus, se trouve Stéphane Bancel, Pdg de Moderna Therapeutics. Ce n'est pas la crise pour tout le monde...

HIA : Un hôpital des armées, au service du public

Depuis des années, la CGT ne cesse de le répéter. **Les hôpitaux des armées ont bien entendu une mission de soutien aux forces armées, mais ils ont aussi une mission de service public.**

L'hôpital brestois Clermont Tonnerre fait partie de ces établissements qui, en ce moment même, participent activement à la lutte contre la pandémie du Covid-19.

Depuis un an, il soigne des patients de plusieurs régions de France ainsi que de notre département, atteints de la COVID.

Depuis le 6 avril, le HIA a créé son propre centre de vaccination.

Le but est de participer très activement à la campagne de vaccination nationale, et ainsi, de tout faire pour que l'épidémie ralentisse dans un 1er temps, et qu'il y ait le moins possible de malades, voire de décès.

La CGT ne peut que saluer cette initiative, d'autant plus que nous revendiquons l'ouverture d'un centre de vaccination (voir communiqué de presse CGT dans Ouest-France et Le Télégramme du 27 mars 2021).



ESID : Suppression de postes

Chaque année, plusieurs établissements du Ministère continuent de supprimer des emplois. Cette année, l'ESID de Brest se fait particulièrement remarquer. Dans un 1er temps, 21 postes devaient être supprimés, mais au final, **c'est 28 postes qui seront supprimés en 2021, avec un ratio quasi équivalent entre niveau cadre et catégorie C.**

L'ESID de Brest aurait pu étaler ces suppressions de postes sur plusieurs années, mais la direction en a décidé autrement. Pour quelles raisons ? Chacun est en droit de s'en faire une idée !

Pas de pitié, on supprime des activités pourtant indispensables. Le sens de ces suppressions ? Il n'y en a pas ! C'est violent et contradictoire.

Et les agents concernés ?

Evidemment, ils ne vont pas bien, mais malgré leurs belles paroles, on a du mal à croire que ceux qui mettent en œuvre ces basses besognes trouvent le sommeil.

Entre 2017 et 2020, l'ESID de Brest avait déjà supprimé 59 emplois. Sans mobilisation des personnels, il est clair que cette politique inhumaine continuera à détruire des emplois et à sacrifier des salariés, avec tous les dégâts que cela engrange.



Stage de formation syndicale - journée d'accueil

Les journées d'accueil des nouveaux syndiqués ont repris le vendredi 26 mars toujours dans le respect des gestes barrières et la bonne humeur.

10 stagiaires issus de Naval Group et du Minarm ont pu se faire expliquer l'histoire et l'organisation de la CGT.

Le prochain stage sera une « formation syndicale de départ » qui se tiendra les 27 et 28 mai.



Les grands chantiers sociaux du MINARM : "Agenda social" ou dérive vers une gestion calquée sur le privé



Le ministère vient d'annoncer ce qu'il considère comme étant l'agenda social pour les années 2021 et 2022. En réalité, les nombreux chantiers qui vont être initiés visent à réduire encore plus les droits statutaires des personnels et modifier les prérogatives des instances de « dialogue social ».

Ce planning de concertation (car il n'y a rien à négocier) se décline en **4 grandes thématiques** et témoigne pour chacune d'entre elles d'une volonté affichée d'évolution en matière de droits statutaires, de salaire, de déroulement de carrière, de santé et sécurité au travail et d'instances représentatives.

1) Transposition de « la Loi Transformation de la Fonction Publique »

Dans cette thématique, **5 grands chantiers** vont être lancés pour appliquer à notre ministère les évolutions inscrites dans la loi votée le 6 août 2019.

Tout d'abord, **la réforme des instances de dialogue social** avec l'étude de nouvelles cartographies des CAP, CAPSO et des FS - Formations Spécialisées (en remplacement des CHSCT actuels).

Le ministère réfléchit à la redéfinition des attributions des CAPSO qui pourraient, à l'instar des CAP, devenir des instances statutaires démunies des travaux d'avancement.

Ensuite, le ministère souhaite faire **un bilan des mesures liées aux lignes de gestion, à la rupture conventionnelle** afin de les adapter le cas échéant.

Les 3 derniers points de cette thématique sont liés à **la négociation collective, la protection sociale complémentaire et l'élaboration de lignes de gestion pour l'avancement des ICT-TCT**

2) Carrière et parcours professionnel

Dans cette thématique, **6 chantiers** vont être lancés et les conclusions auront des conséquences sur les droits statutaires de l'ensemble des personnels civils.

Les premiers chantiers sont liés à **la réforme des ouvriers de l'état** de 2016 dont des GT (Groupe de Travail) sur l'accès au T6 à l'essai, la carrière des ouvriers, la nomenclature des professions ouvrières et la reprise d'ancienneté des ouvriers de l'état.

Le second chantier concerne **les règles statutaires des fonctionnaires** avec la modification des spécialités de recrutement au concours de TSEF, la suppression de l'épreuve écrite d'admissibilité des ATPMD, la déclinaison du Ségur de la santé au MINARM.

Les 4 autres chantiers sont liés :

- aux **parcours professionnels** (bilan de RPC)
- aux **régimes indemnitaires** (CIA et clause de revoyure pour le RIFSEEP, à la prime de rendement des ouvriers),
- à la **formation** (rénovation du processus de formation, évolution des formation au CFD de Bourges, évolution du CPF)
- au **plan de requalification** (clause de revoyure du plan de C en B et filière administrative)

3) QVT/Santé et sécurité au travail

Dans cette thématique, **5 chantiers** vont être lancés comme :

- le **télétravail** et la déclinaison au MINARM du décret du 5 mai 2020.
- **Le décret Amiante** et la refonte de l'arrêté de 2006
- La **diversité, mixité et égalité F/H** avec la mise en place d'un comité de pilotage sur l'égalité professionnelle.
- Le **plan d'action SST** qui s'appuiera sur les orientations ministérielles et sur le plan d'action voté par la CCP le 19 novembre 2020
- **L'action sociale** qui visera à refondre le décret relation à l'action sociale au sein des armées

4) Vie sociale / dialogue social

Dans cette dernière thématique, **3 chantiers** vont être lancés comme :

- Celui sur **les élections professionnelles 2022** et notamment la mise en place du vote électronique
- Celui sur **le calendrier des instances** au niveau du ministère (CTM, CCP ...)
- Celui sur **les restructurations et le dialogue social**

Pour la CGT, cet agenda social ou plan d'action du ministère vers une gestion des personnels de plus en plus calquée sur le privé, **n'annonce rien de bon** pour les personnels civils du MINARM. Notre fédération FNTE sera sollicitée pour défendre leurs intérêts dans ces différents groupes de travail, elle ne devra pas être la seule à le faire.

La réaction collective des personnels sera à développer sous peine de vivre des lendemains douloureux, car ce calendrier le confirme bien : le soi-disant monde d'après est la copie conforme du précédent.

Action - 23 mars 2021 - Négociations de la métallurgie

Le 23 mars dernier, 150 salariés de la métallurgie, auxquels s'étaient joints des militants de notre syndicat, s'étaient réunis au port de commerce devant le siège de Navtis (le patron de Navtis étant le président de l'UIMM du finistère) afin de s'opposer à la casse de la convention collective de la métallurgie par l'UIMM ou Médef.

La négociation qui dure depuis 2016, est très mal engagée tant les propositions de l'UIMM sont régressives : la casse des classifications, du statut cadre, des 35 heures, de la prime d'ancienneté, de nuit, de panier...

Comme le disent les camarades de la FTM (Fédération des travailleurs de la métallurgie) : **« pour l'UIMM : tout ce qui lui coûte, la dégoûte... »**



A l'inverse, la CGT porte la revendication d'une convention collective nationale de haut niveau pour tous les métallurgistes et c'est à ce titre qu'une **pétition circule actuellement dans les secteurs de Naval Group. Signez-la massivement !**

Action - 31 mars 2021 - retraités

Le 31 mars dernier, l'intersyndicale des retraités s'était donné rendez vous sur le parvis de la FAC Ségalen. Ce lieu était symbolique pour dénoncer les agissements du gouvernement et du Patronat qui pourraient opposer la jeunesse et la population de retraités. Il n'y a pas de nantis mais des retraités dont le pouvoir d'achat diminue depuis des années.

Le cortège de 200 manifestants s'est ensuite rendu au Quartz afin de converger avec la lutte des artistes, puis s'est rendu en sous-préfecture pour la lecture d'une motion.



Dans ces temps difficiles, les retraités ne lâchent rien ...

Syndicat de site - A la rencontre des salariés d'IDEA

Les salariés d'IDEA (ex : DAHER) qui sont sous-traitants de la logistique de Naval Group ont vu leurs conditions de travail se dégrader fortement au changement de direction.

Comme toujours avec les sous-traitances de logistique, de nettoyage (STPI, ONET, GSF) ou de sécurité (SECURITAS), ce sont les salariés qui servent de variable d'ajustement via leurs salaires et leurs conditions de travail. Mais de cette dégradation, la Direction de Naval Group s'en moque éperdument à partir du moment où elle peut engranger des bénéfices.

C'est ainsi que les salariés d'IDEA se voient imposer des changements d'horaires sans respect des délais de prévenance, mais **grâce à l'intervention de l'élu CGT IDEA de Ruelle**, une prime a été versée aux salariés en termes de compensation.

Pour autant, **il reste beaucoup à faire pour informer et remonter les revendications des salariés.**

C'est pour cela que notre syndicat organise des réunions avec les salariés IDEA volontaires afin de faire remonter les revendications sur les salaires, conditions de travail.

D'ailleurs, **leurs Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) se tiendront durant les mois d'avril et mai 2021.**

Le chantier est conséquent et le moins que l'on puisse dire c'est qu'il y a de quoi faire !

Ces salariés ont perdu beaucoup de dispositions au changement d'employeur en passant de DAHER à IDEA, comme le 13ème mois ou l'absence de jour de carence. Ce serait déjà une base pour les NAO..



HUMEUR - Les opportunistes ...

Dans cette situation de crise, les autorités demandent de se serrer les coudes pour sortir de cette pandémie de façon solidaire. Il est aussi une catégorie de personnes qui vont vous demander de vous serrer la ceinture pour que, eux, puissent dégager des opportunités financières.

Ils sont proches de vous, pas ou peu atteignables car le bas peuple les rebute. Mais ils sont là, ces vautours ou plutôt ces opportunistes.

Même si vous pensez, en premier lieu, aux milliardaires qui se sont refait la cerise en 9 mois et ont augmenté leur fortune pendant la crise COVID. Ce ne sont pas eux.

Les nôtres, on les a vus en réunion faire des leçons d'humanisme et de bienveillance.

C'est vrai que le réformiste avale la couleuvre sans apéritif mais il existe pour eux des « gêneurs » qui les ennuient fortement dans leur petite entreprise.

Eh oui, la CGT, encore et toujours la CGT, ce syndicat qui est le seul à relever leurs énormités.

Quand on est un opportuniste de la crise, il est important de faire croire aux pauvres gens qu'ils abusent en voulant rester chez eux garder leurs enfants aux frais du contribuable.

Le même contribuable qui, au passage, a donné des milliards aux patrons sans contrepartie.

Mais de cela, l'opportuniste ne veut pas en parler car il a un but : récupérer sa part du gâteau en fin d'année. 28000 euros en moyenne en 2020, quelle aubaine ! Il présente les comptes dans le rouge, il fait pleurer tout le monde et hop ! C'est dans la poche...

L'opportuniste ne veut pas entendre parler de lutte des classes, il préfère vous appeler collaborateur, vous taper dans le dos !

Il faut être clairvoyant avec l'opportuniste, bien lui faire comprendre que lorsque l'on récolte 28000 euros de bonus sur le dos et à la sueur des autres salariés, on n'est pas dans la même classe que celles et ceux qui ont sué et récupéré des miettes au prorata de leur présence.

Eh oui, l'opportuniste pousse le cynisme à donner moins de miettes à celle ou celui qui a gardé ses enfants faute de solution... De toute façon, il ne les aime pas car chaque sou donné est un de moins dans sa poche.

Il aime encore moins les ouvriers d'état. Une espèce à faire disparaître et qu'il ne considère comme agents publics que pour leur appliquer du moins, comme le jour de carence ... Cela s'appelle un effet d'aubaine. Pour les miettes, il leur donne des chèques cadeaux à dépenser dans des grandes enseignes parisiennes. Quand on vous disait qu'il était cynique...

Voilà le portrait des cadres dirigeants de Naval Group, entreprise à fond public où la lutte des classes est plus que jamais présente... Mais eux « jamais ne contestent, ne revendiquent, ne manifestent, ils ne font qu'un seul geste : ils retournent leur veste ! ».



HUMEUR

ARSENAL
BREST

la
cgt

L'application de la loi des 8 heures : l'histoire d'une affiche



La loi des 8 heures : l'histoire de cette affiche nous rappelle, plus de 100 ans après, que la lutte pour le temps de travail a toujours été une des revendications "phare" de nos luttes.

Le contexte historique :

La limitation de la durée de la journée de travail à 8 heures constitue l'une des revendications majeures du monde du travail dès les années 1880. **A partir de 1890, la manifestation internationale du 1er Mai s'organise autour de cet objectif.** Au sortir de la Grande Guerre, dans un climat marqué par une forte pression revendicative et par la crainte d'une contagion révolutionnaire, le gouvernement Clemenceau satisfait à cette exigence. **La loi est votée le 23 avril, une semaine avant un 1er Mai dont il craint qu'il ne donne le coup d'envoi d'une puissante grève générale.** Le texte contient toutefois des restrictions et dérogations propres à susciter l'inquiétude syndicale. Cette affiche éditée pour le premier mai l'exprime aussi.

Analyse de l'affiche :

Les affiches que le mouvement syndical publie avant guerre sont des placards dépourvus d'illustrations (ou presque). C'est à la une de la presse syndicale qu'on trouve ces dernières.

Cette affiche constitue à cet égard un tournant. Elle émane de l'Union des syndicats de la Seine.

En son centre, un énorme huit avec, dans sa boucle supérieure, le label et le sigle CGT et dans l'autre une horloge où des lettres se substituent à chacune des douze heures.

En fond, un paysage industriel exprimant une dynamique à l'œuvre : le ciel est couleur de soleil, les cheminées d'usines fument à plein, une grue charge ou décharge des marchandises et des derrick, signe de modernité, se mêlent aux échafaudages de constructions, selon une diagonale ascendante qui fait mouvement.

De part et d'autre du huit en forme d'horloge, deux groupes de personnages suspendus à une corde tentent d'agir sur le temps a contrario.

A gauche, deux employés, deux ouvriers et deux femmes, identifiables à leur tenue : chapeaux mous et costumes, manches de chemises retroussées, tablier de forgeron, ceinture de terrassier, femmes « en cheveux ». Ils s'essaient à ramener l'aiguille des minutes vers 8 heures précises.

A droite, quatre bourgeois portant un chapeau haut de forme ou melon et une dame en chapeau.

Le graphisme crée une apparente symétrie au prix d'une jambe supplémentaire du côté des salariés... Mais, pour l'heure, les possédants pèsent un peu plus lourd.

La mobilisation du 1er Mai demeurera nécessaire pour appliquer cette journée de 8 heures; comme 102 ans après, en 2021, nous devons nous battre encore pour les 32 heures !

